

---

Troisième session, vingt-neuvième Législature

---

---

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

*(Réimpression)*

*(Reprint)*

**Projet de loi 35**

**Bill 35**

Loi modifiant la Loi de la Régie  
des services publics

An Act to amend the Public Service  
Board Act

---

Première lecture

---

---

First reading

---

**M. L'ALLIER**

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



## Projet de loi 35

### Loi modifiant la Loi de la Régie des services publics

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 2 de la Loi de la Régie des services publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 229), modifié par l'article 24 du chapitre 65 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

« **2.** Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

1° « Régie »: la Régie des services publics;

2° « propriétaire »: toute personne, société ou corporation et leurs locataires, fidéicommissaires, liquidateurs, séquestres ou syndics, qui exploitent, administrent ou contrôlent une entreprise publique au sens de la présente loi;

3° « entreprise publique »: une entreprise ayant pour objet principal ou accessoire

a) l'émission, la transmission ou la réception de sons, d'images, de signes, de signaux, de données ou de messages par fil, câble, ondes ou tout moyen électrique, électronique, magnétique, électromagnétique ou optique;

b) la production, la transmission, la distribution ou la vente de vapeur, de chaleur, de lumière ou de force motrice produites autrement que par l'électricité.”

[[ **2.** L'article 3 de ladite loi est modifié:

## Bill 35

### An Act to amend the Public Service Board Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 2 of the Public Service Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 229), amended by section 24 of chapter 65 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**2.** In this act, the following expressions mean:

(1) “Board”: the Public Service Board;

(2) “owner”: every person, partnership or corporation and the lessees, trustees, liquidators, sequestrators or receivers thereof, who operate, manage or control a public service within the meaning of this act;

(3) “public service”: any service the principal or accessory object of which is

(a) the broadcast, transmission or reception of sound, images, signs, signals, data or messages by wire, cable, waves or any electric, electronic, magnetic, electromagnetic or optical means;

(b) the production, transmission, distribution or sale of steam, heat, light or power produced otherwise than by electricity.”

[[ **2.** Section 3 of the said act is amended:

## NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a principalement pour objet d'attribuer à la Régie des services publics une compétence à l'égard de toutes les entreprises de communication relevant de la compétence législative du Québec, tout en prévoyant que la Régie devra se conformer à la réglementation adoptée par le lieutenant-gouverneur en conseil et donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui réfère.

L'article 1 du projet élargit la définition du mot « propriétaire » en supprimant l'exclusion des corporations municipales faite par la loi actuelle. De plus, il redéfinit l'entreprise publique de manière à y inclure, outre les entreprises de téléphone, de télégraphe, de vapeur, de chaleur et de lumière, toutes celles qui ont pour objet principal ou accessoire d'émettre, de transmettre ou de recevoir des sons, des images, des signes, des signaux, des données ou des messages au moyen de fil, câble, ondes ou tout moyen électrique, électronique, magnétique, électromagnétique ou optique.

L'article 2 du projet augmente de six à neuf le nombre de régisseurs, prévoit deux postes de vice-président et dispose que les régisseurs seront dorénavant nommés pour une période fixe ne pouvant excéder 10 ans. À l'égard des régisseurs additionnels que le lieutenant-gouverneur peut nommer pour une période temporaire lorsqu'il juge que l'expédition des affaires de la Régie l'exige, l'article supprime l'obligation de les choisir parmi les fonctionnaires de la Régie et en augmente le nombre maximal de trois à quatre.

L'article 3 permet à la Régie de fixer son siège social dans le territoire de la Commu-

## EXPLANATORY NOTES

The main object of this bill is to give the Public Service Board jurisdiction over all communication services within the legislative competence of the Province of Québec, and it provides that the Board must comply with the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council and advise the Minister on any matter he refers to it.

Section 1 of the bill broadens the definition of the word "owner" by removing the exclusion of municipal corporations under the existing act. Moreover, it redefines public service so as to include therein, in addition to telephone, telegraph, steam, heat and light services, all those whose main or accessory object is to broadcast, transmit or receive sound, images, signs, signals, data or messages, by wire, cable, waves or any electric, electronic, magnetic, electromagnetic or optical means.

Section 2 of the bill increases the number of controllers from six to nine, provides for two vice-presidents and provides that controllers will be appointed for a fixed period not to exceed 10 years. As to the additional controllers that the Lieutenant-Governor may appoint for a temporary period when he considers that the dispatch of the business of the Board so requires, this section removes the obligation to choose them from among the officers of the Board and increases their maximum number from three to four.

Section 3 enables the Board to fix its corporate seat within the territory of the

a) en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants:

« Il est composé de neuf régisseurs, dont un président et deux vice-présidents, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période déterminée qui ne peut excéder dix ans. Ce dernier fixe également leur traitement. Une fois déterminés, la durée de leur mandat et le montant de leur traitement ne peuvent cependant être réduits. À l'expiration de leurs mandats ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés.

Le président et les vice-présidents sont choisis parmi les juges des sessions ou de la Cour provinciale ou les membres du Barreau du Québec. »;

b) en retranchant le quatrième alinéa;

c) en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

« Nonobstant les dispositions du deuxième alinéa, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il juge que l'expédition des affaires de la Régie l'exige, nommer, pour le temps et avec la rémunération qu'il détermine, quatre régisseurs additionnels qui possèdent les pouvoirs des régisseurs nommés en vertu du deuxième alinéa. »]]

**3.** L'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 65 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « à Québec » par les mots « dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec ».

**4.** L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **5.** La Régie tient ses séances à tout endroit où l'exige l'expédition de ses affaires.

La Régie peut siéger simultanément en plusieurs divisions dans la même localité ou dans des localités différentes. Chaque division est composée d'au moins deux membres dont le président ou un vice-président ou un régisseur qui est juge de la Cour des sessions ou de la Cour provinciale ou membre du Barreau du Québec. »

(a) by replacing the second and third paragraphs by the following:

"It shall be composed of nine controllers, including a president and two vice-presidents, appointed by the Lieutenant-Governor in Council for a fixed period not to exceed ten years. The Lieutenant-Governor in Council shall also fix their salaries. Nevertheless, once their term of office and the amount of their salaries are fixed, they shall not be reduced. They shall remain in office upon expiry of their term until reappointed or replaced.

The president and vice-presidents shall be chosen from among the judges of the sessions or of the Provincial Court or the members of the Bar of the Province of Québec.";

(b) by striking out the fourth paragraph;

(c) by replacing the sixth paragraph by the following:

"Notwithstanding the second paragraph, the Lieutenant-Governor in Council may, if he considers that the dispatch of the business of the Board so requires, appoint, for such time and with such remuneration as he fixes, four additional controllers who shall have the powers of controllers appointed under the second paragraph."]]

**3.** Section 4 of the said act, amended by section 25 of chapter 65 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words "at Québec" in the second line by the words "within the territory of the Québec Urban Community".

**4.** Section 5 of the said act is replaced by the following:

"**5.** The Board shall hold its sittings at such place as may be required for the dispatch of its business.

The Board may sit in several divisions simultaneously in the same locality or in different localities. Each division shall be composed of at least two members, including the president, a vice-president or a controller who is a judge of the Court of the Sessions or of the Provincial Court or a member of the Bar of the Province of Québec."

nauté urbaine de Québec, plutôt qu'à Québec.

L'article 4 permet à la Régie de siéger simultanément en plus de deux divisions pourvu qu'elles comprennent au moins un juge des sessions ou de la Cour provinciale ou un membre du Barreau du Québec.

L'article 5 permet aux greffiers de la Cour provinciale et de la Cour des sessions de la paix d'agir comme secrétaire de la Régie dans les localités autres que Québec et Montréal.

L'article 6 habilite le lieutenant-gouverneur en conseil à désigner celui des vice-présidents qui remplace le président en cas d'absence, d'incapacité d'agir ou de vacance.

L'article 7 a pour effet d'obliger la Régie à exercer sa juridiction conformément aux règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des communications ainsi qu'il y est pourvu à l'article 3 du projet de loi 37. De plus, l'article 7 a pour effet de soumettre à la juridiction de la Régie les services de communication de même que de production, de transmission ou de distribution de vapeur, chaleur ou lumière qui sont exploités par le gouvernement, l'un de ses organismes ou tout autre corps public, dans la mesure où les droits de tiers sont affectés. L'article 7 prévoit en outre que la Régie doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui réfère; la procédure des audiences publiques qui pourraient être tenues lorsque de l'avis du ministre l'importance des questions soumises le requiert, sera déterminée par un règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 8 attribue à la Régie la compétence exclusive de décider de l'emplacement et des conditions de raccordement des installations nécessaires à l'exploitation d'une entreprise publique sur l'ensemble du territoire; dans les cas où sa décision est susceptible de déroger à un règlement de zonage, elle doit cependant entendre la municipalité ou toute autre personne intéressée.

Les articles 9 et 10 ont pour effet d'assurer la concordance du dernier alinéa de l'article 30 et de l'article 33 avec la nouvelle définition d'entreprise publique et d'en simplifier la terminologie.

L'article 11 a pour effet d'appliquer au droit d'appel des décisions de la Régie,

Québec Urban Community instead of at Québec.

Section 4 enables the Board to sit simultaneously in more than two divisions provided that any such division includes at least one judge of the sessions or of the Provincial Court or a member of the Bar of the Province of Québec.

Section 5 enables the clerk of the Provincial Court or of the Court of the Sessions of the Peace to act as secretary of the Board in all localities other than Québec and Montreal.

Section 6 empowers the Lieutenant-Governor in Council to designate one of the vice-presidents to replace the president in case of absence, inability to act or vacancy.

The effect of section 7 is to require the Board to exercise its jurisdiction in conformity with the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Minister of Communications as provided in section 3 of Bill 37. Moreover, the effect of section 7 is to place under the jurisdiction of the Board, communication services, as well as services for the production, transmission or distribution of steam, heat or light, operated by the Government or one of its bodies or by any other public body, to the extent that the rights of third parties are affected. Section 7 also provides that the Board must advise the Minister on any matter he refers to it; the procedure at public hearings which may be held when, in the opinion of the Minister, the importance of the matters submitted requires it, will be determined by a regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Section 8 gives the Board exclusive jurisdiction to decide the location and conditions for connecting the installations necessary for the operation of a public service throughout the territory; but when its decision might derogate from a zoning by-law, it must hear the municipality or any other person concerned.

The effect of sections 9 and 10 is to ensure concordance of the last paragraph of section 30 and section 33 with the new definition of public service and to simplify its terminology.

The effect of section 11 is to apply to the right of appeal against the decisions of the

**5.** L'article 6 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« Pour toute séance tenue dans une localité autre que Québec et Montréal, le greffier de la Cour provinciale ou de la Cour des sessions de la paix de même que les députés-greffiers peuvent agir au lieu et place du secrétaire de la Régie. »

**6.** L'article 9 de ladite loi est modifié en insérant, dans la première ligne du premier alinéa, après les mots « Le vice-président », les mots « désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil ».

**7.** L'article 25 de ladite loi est remplacé par les suivants:

« **25.** Dans l'exercice de sa juridiction, la Régie se conforme aux règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 3a de la Loi du ministère des communications (1969, chapitre 65).

« **25a.** La Régie doit donner son avis au ministre, sur toute question que celui-ci lui réfère. À cette fin, elle peut recevoir et entendre les requêtes et suggestions du public. Elle doit, lorsque de l'avis du ministre l'importance des questions soumise le requiert, recevoir et entendre les requêtes et suggestions du public. La procédure de ces audiences publiques est déterminée par un règlement du lieutenant-gouverneur en conseil qui entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*. »

**8.** L'article 29 de ladite loi est remplacé par les suivants:

« **29.** Tout service exploité par le gouvernement, l'un de ses ministères ou organismes ou par tout autre corps public, qui constituerait une entreprise publique s'il était exploité par un propriétaire est soumis à la juridiction de la Régie dans la mesure où les droits des tiers sont affectés.

« **29a.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale, la Régie a juridiction exclusive

**5.** Section 6 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

“At any sitting held in a locality other than Québec or Montreal, the clerk of the Provincial Court or of the Court of the Sessions of the Peace, or the deputy-clerks, may act in the place and stead of the secretary of the Board.”

**6.** Section 9 of the said act is amended by inserting after the words “The vice-president” in the first line of the first paragraph the words “designated by the Lieutenant-Governor in Council”.

**7.** Section 25 of the said act is replaced by the following:

“**25.** In the exercise of its jurisdiction, the Board shall comply with the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under section 3a of the Communications Department Act (1969, chapter 65).

“**25a.** The Board shall advise the Minister on any matter which he refers to it. For that purpose it may receive and hear petitions and suggestions from the public. It must, when in the opinion of the Minister the importance of the matters submitted so requires, receive and hear petitions and suggestions from the public. The procedure of such public hearings shall be determined by a regulation of the Lieutenant-Governor in Council which shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.”

**8.** Section 29 of the said act is replaced by the following:

“**29.** Every service operated by the government, by one of its departments or bodies or by any other public body, which would constitute a public service if operated by an owner shall be subject to the jurisdiction of the Board to the extent that the rights of third parties are affected.

“**29a.** Notwithstanding any general law or special act, the Board shall have

*les règles prévues au Code de procédure civile pour les cas d'appel autorisés sur permission de la Cour d'appel.*

*Les articles 12 et 13 sont de concordance.*

*L'article 14 prévoit que les régisseurs actuellement en fonction seront soumis à l'application des paragraphes a et b de l'article 2 du projet.*

*L'article 15 est une mesure transitoire.*

*Board, the rules provided in the Code of Civil Procedure for appeals authorized with leave of the Court of Appeal.*

*Sections 12 and 13 are concordance provisions.*

*Section 14 provides that the controllers now in office will be subject to the application of subparagraphs a and b of section 2 of the bill.*

*Section 15 is a transitional provision.*

pour décider, sur l'ensemble du territoire du Québec, de l'emplacement et des conditions de raccordement des installations nécessaires à l'exploitation d'une entreprise publique.

Dans tous les cas où sa décision est susceptible de déroger à un règlement de zonage, la Régie doit, avant de prendre sa décision, convoquer la municipalité ou toute autre personne intéressée à lui faire des représentations. »

**9.** L'article 30 de ladite loi est modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

« Lorsqu'il existe déjà à un endroit des installations susceptibles de servir aux fins d'une entreprise dont l'objet principal ou accessoire est celui qui est défini au sous-paragraphe *a* du paragraphe 3° de l'article 2 ou d'une entreprise de distribution d'électricité, la Régie peut ordonner, aux conditions qu'elle détermine, l'emploi de ces installations par une entreprise autre que celle qui en est propriétaire. »

**10.** L'article 33 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **33.** Quand le propriétaire d'une entreprise publique s'adresse à la Régie pour obtenir l'échange d'un service avec un autre propriétaire d'une entreprise similaire, la Régie peut, après avoir convoqué les parties, rendre telle ordonnance qu'elle juge d'intérêt public pour en déterminer les conditions. »

**11.** L'article 45 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **45.** L'appel est formé selon la procédure et dans les délais prévus au Code de procédure civile pour les appels autorisés sur permission de la Cour d'appel en substituant le secrétaire ou le secrétaire-adjoint de la Régie au protonotaire de la Cour supérieure et la Régie à la Cour qui a rendu le jugement. »

**12.** L'article 46 de ladite loi est remplacé par le suivant:

exclusive jurisdiction to decide, throughout the territory of the province of Québec, the location and conditions for connecting the installations necessary for the operation of a public service.

The Board, in all cases where its decision might derogate from a zoning by-law, shall, before making its decision, call before it the municipality or any other person concerned to make representations to it."

**9.** Section 30 of the said act is amended by replacing the last paragraph by the following:

"Whenever in a place installations already exist which might be used for a service the main or accessory object of which is that defined in subparagraph *a* of paragraph 3 of section 2 or for an electricity distribution service, the Board may order, upon such conditions as it determines, that such installations be used by a service other than that which owns them."

**10.** Section 33 of the said act is replaced by the following:

"**33.** When the owner of a public service applies to the Board to obtain the exchange of a service with another owner of a similar service, the Board may, after calling the parties, make such ordinance to determine the conditions thereof as it deems in the public interest."

**11.** Section 45 of the said act is replaced by the following:

"**45.** The appeal shall be taken in accordance with the procedure and within the delays provided in the Code of Civil Procedure for appeals authorized by leave of the Court of Appeal by substituting the secretary or assistant secretary of the Board for the prothonotary of the Superior Court, and the Board for the Court which rendered judgment."

**12.** Section 46 of the said is replaced by the following:



« **46.** Le ministre des communications est chargé de l'exécution de la présente loi. »

**13.** Les articles 47 et 48 de ladite loi sont abrogés.

**14.** Les paragraphes *a* et *b* de l'article 2 de la présente loi s'appliquent aux régisseurs actuellement en fonction.

**15.** Le propriétaire d'une entreprise publique au sens des paragraphes 2° et 3° de l'article 2 de la Loi de la Régie des services publics tels que remplacés par l'article 1 de la présente loi qui a commencé sans l'autorisation de la Régie, la construction ou l'exploitation de son entreprise avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou des règlements qu'elle habilite le lieutenant-gouverneur en conseil à adopter, peut continuer cette construction ou cette exploitation mais doit demander l'autorisation prévue à l'article 23 de la Loi de la Régie des services publics dans un délai de 30 jours à compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de règlements adoptés en vertu de l'article 3*a* de la Loi du ministère des communications tel qu'édicte par l'article 3 de la Loi modifiant la Loi du ministère des communications et d'autres dispositions législatives (1972, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 37*).

Il doit cependant fournir à la Régie, dans les 90 jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, tous les renseignements requis par une ordonnance qui doit être rendue à cet effet dans les 10 jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

**16.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

“**46.** The Minister of Communications shall have charge of the carrying out of this act.”

**13.** Sections 47 and 48 of the said act are repealed.

**14.** Paragraphs *a* and *b* of section 2 of this act apply to the controllers now in office.

**15.** The owner of a public service within the meaning of paragraphs 2 and 3 of section 2 of the Public Service Board Act, as replaced by section 1 of this act, who began without the authorization of the Board the construction or operation of his service before the coming into force of this act or the regulations which it empowers the Lieutenant-Governor in Council to make, may continue such construction or operation but must apply for the authorization contemplated in section 23 of the Public Service Board Act within a delay of 30 days from the publication in the *Québec Official Gazette* of the regulations made under section 3*a* of the Communications Department Act as enacted by section 3 of the Act to amend the Communications Department Act and other legislation (1972, chapter *insert here the chapter number of Bill 37*).

He must however furnish the Board, within 90 days of the coming into force of this act, with all information required by an ordinance to be issued for that purpose within 10 days of the coming into force of this act.

**16.** This act shall come into force on the day of its sanction.